

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la situation au Proche-Orient, à Bruxelles le 15 décembre 2006.

Une fois encore, un constat s'impose à nous : le conflit israélo-palestinien est non seulement à la source de violences insupportables, mais il alimente un sentiment d'injustice dans tout le monde musulman. Il faut absolument ouvrir une perspective politique et relancer la dynamique de la paix.

A cet égard, quelques développements positifs peuvent être mis à profit. Un cessez le feu a été accepté par Israël et les différentes factions palestiniennes. M. Olmert s'est dit prêt à travailler avec un nouveau gouvernement palestinien et à rencontrer M. Abbas. Il a exprimé la disponibilité d'Israël à se retirer d'une grande partie des territoires.

Le moment est donc venu, pour la communauté internationale, de faire preuve d'initiative. Dans le prolongement des propositions faites à Gérone par l'Espagne et la France, l'Union européenne se doit aujourd'hui de renforcer sa capacité d'action et de proposition. Non pour se substituer aux parties ou leur imposer des solutions, mais pour rétablir entre elles la confiance et leur apporter les garanties dont elles ont besoin.

A cet égard, les conclusions que nous adopterons aujourd'hui fixent un cadre dans lequel agir. Il faut consolider le cessez le feu par un accord politique, effectuer les gestes qui rétabliront la confiance, ouvrir une perspective sur le statut final en travaillant dès à présent à une conférence internationale. Il faut marquer notre disponibilité à réagir positivement, en termes d'aide et de contacts politiques, si se constituait un gouvernement palestinien dont le programme reflèterait les principes du Quartet.

Dans cette entreprise nous devons être à la fois pragmatiques et ambitieux. Pragmatiques, parce qu'il importe de privilégier les solutions réalistes plutôt que de semer de faux espoirs par des plans dépourvus de chance réelle de succès. Ambitieux, parce qu'une paix juste au Proche-Orient aurait un impact très profond et ôterait toute justification et tout prétexte aux extrémistes qui s'appuient sur la situation actuelle.

Bien entendu, cette ambition doit s'étendre également au Liban. Alors que le gouvernement légitime, issu d'élections libres, est confronté à une véritable offensive de déstabilisation, nous devons lui réaffirmer notre plein soutien et appeler les Libanais à s'unir.

Actuellement se déroule une médiation de la Ligue arabe pour résoudre la crise politique. Je crois que la solution passe par les trois impératifs suivants : l'équité, avec la mise en place du tribunal international, l'efficacité du gouvernement et l'unité des Libanais.

Tant la mise en oeuvre de la résolution 1701 que la conférence internationale sur la reconstruction, qui se tiendra à Paris le 25 janvier, sont tributaires de cette solution politique.

Plus que jamais, le Liban a besoin de notre soutien.

J'en appelle donc à notre engagement à tous. Le Proche-Orient est dans notre voisinage immédiat. Notre sécurité et notre prospérité dépendent aussi de la stabilité de cette région troublée. Nous ne pouvons nous montrer divisés ou inactifs alors qu'un engrenage de violences incontrôlées menace.